

# Corse : quatre questions aux candidats à l'élection présidentielle 2007

jeudi 19 avril 2007, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 8 avril 2007).

## Réponses aux questions du quotidien *Corsica*.

---

### 1. Le dossier institutionnel doit-il être rouvert en Corse ?

Oui, évidemment, puisque les gouvernements successifs n'ont jamais voulu reconnaître ni la souveraineté, ni même l'existence du peuple corse.

L'assemblée territoriale doit voir immédiatement ses compétences élargies en établissant une réelle souveraineté sur les questions de logement, de classification des terres agricoles, de transport public.

Nous pensons nécessaire d'aller vers une assemblée nationale populaire, élue par l'ensemble des résidents en Corse, à même de définir l'avenir et les relations de la Corse, tant avec la France qu'avec les autres pays limitrophes, Assemblée fondée sur le droit à l'autodétermination du peuple corse, la reconnaissance d'une communauté de destin formée des résidents en Corse, qu'ils soient ou non d'origine corse, qu'ils soient ou non de nationalité française.

### 2. Quels axes privilégiez-vous pour le développement économique de la Corse ?

Nous réfutons les choix économiques du tout tourisme imposés à la Corse par Paris et Bruxelles :

- L'assemblée de Corse doit décider souverainement des échanges économiques en prenant le droit d'établir des relations avec l'ensemble de ses voisins ; notamment l'approvisionnement alimentaire et énergétique de l'île doit être décidé en pleine souveraineté, de même que les liaisons maritimes et aériennes, dans le cadre de sociétés de service public ;
- les réseaux d'éducation, de poste et de télécommunications, de santé doivent être fixés souverainement, là aussi dans un cadre public ;
- la classification des terres agricoles doit être préservée pour permettre de fournir aux jeunes agriculteurs des moyens de subsistance et à l'île d'assurer l'essentiel de ses besoins alimentaires tout en permettant un développement économique comparable à celui de la Sardaigne et de la Sicile, pourtant moins bien loties par les conditions naturelles. la loi Littoral doit être préservée.

### 3. Comment doit être traité le problème de la violence politique en Corse ?

La violence politique est un problème...politique avant d'être un problème de police, voire même de terrorisme comme l'ont souvent considérés les gouvernement français successifs. Beaucoup trop de militants corses ont payés de leur vie ces trente dernières années les affrontements internes aux

mouvements nationalistes, les tentatives d'utiliser la répétition d'attentats contre l'Etat comme raccourci face à la nécessaire action politique de masse des travailleurs corses.

Mais l'Etat français porte la responsabilité essentielle de cette situation, par son refus obtu de reconnaître les droits politiques du peuple corse, sa persistance dans une politique privilégiant des chefs de clans déterminés à maintenir leur privilèges et leur main-mise sur les leviers politiques et économiques dans l'île, sa volonté de manœuvres douteuses en tentant de s'appuyer alternativement sur tel ou tel courant du mouvement politico-militaire.

La solution passe d'abord par la reconnaissance des droits des prisonniers, à commencer par le rapprochement dans l'île, puis par la libération des détenus politique de la cause nationaliste.

Enfin, comme dans bien d'autres cas de part le monde, la violence politique n'aura plus de raison d'être le jour où seront reconnus les droits politiques du peuple corse.

#### **4. Etes-vous favorable à la signature de la charte des langues minoritaires par la France ?**

Les gouvernement français successifs font tristement briller la France en Europe par ses préjugés rétrogrades et réactionnaires, même lorsqu'ils ont été porté par des gouvernement de gauche, comme ceux de MM Mauroy ou Jospin.

Evidemment, la France doit rejoindre l'essentiel des pays de l'Union européenne en signant cette charte, mais, au-delà, elle doit reconnaître le bilinguisme en Corse, avec l'enseignement public organisé pour tout et toutes sur une base bilingue -comme c'est le cas par exemple en Catalogne ( catalan/castillan), au Val d'Aoste (français/italien) ou au Pays de Galle ( gallois/anglais)-, ce bilinguisme existant aussi l'ensemble de la vie politique et administrative.